

Hausse de la délinquance : la GCE tire la sonnette d'alarme

Témoins d'une recrudescence et d'un durcissement des actes de délinquance, les élus de la Gauche citoyenne et écologiste réclament plus de moyens, aussi bien au niveau répressif que préventif

« **A**brusés saccagés, bus caillassés, voitures brûlées ou détériorées, cambriolages, vols à la tire, trafic de drogues de plus en plus dures... Depuis quelque temps, les faits délictueux ponctuent l'actualité locale presque quotidienne », s'exaspèrent les élus de la Gauche citoyenne et écologiste (GCE). Qui complètent

l'État. Qui, ces dernières années, a déménagé la gendarmerie du Grand-Pont à La Grand-Croix et supprimé le poste de commissaire de police, « sans que cela ne soulève ni indignation, ni demande de compensation de la part de la majorité municipale ». Et les élus d'opposition doutent que cela ait été pallié par l'installation de la vidéosurveillance : « On attend toujours le bilan chiffré des délits élucidés grâce à ces caméras... » Jean Point et ses collègues s'interrogent en outre sur la police municipale, « qui compte quatre agents sur le papier mais qui n'est jamais au complet ». Ces critiques posées, la GCE estime que des solutions existent : « En premier lieu, il faut des gens sur le terrain. Des éducateurs pour le préventif et des policiers pour le répressif. C'est aux élus de l'exiger du gouvernement, pour la tranquillité des habitants. » Les élus d'opposition prônent également



Selon Caroline Benoumelaz, Jean Point et Martine Cortinovic, « le manque de moyens sur le terrain fait que le sentiment d'impunité des délinquants se renforce » / Loïc Todesco

et laisser faire n'est pas conforme à une pratique citoyenne du bien vivre ensemble. »

Loïc Todesco
ltodesco@leprogres.fr

> NOTES

Le nouveau numéro du bulletin de la GCE, « Regards sur la vie municipale », sera distribué la semaine prochaine à six mille

■ Vernes-Million : la question du logement

Récemment, Habitation moderne familiale (HMF) a annoncé aux quatre-vingt-seize familles locataires des Vernes-Million qu'elles allaient devoir être relogées, dans l'optique d'une démolition des deux barres au pre-

demandé l'accord de la municipalité, qui est pourtant son garant financier - mais aussi et surtout sur le fond : « Certes, ces deux immeubles sont aujourd'hui insalubres. Mais il aurait été du devoir de HMF de provisionner une somme,

GCE s'interroge : « Où les locataires vont-ils être relogés, quand on sait que cent cinquante demandes de logement social sont déjà en attente sur Rive-de-Gier ? Avec quelles indemnités ? Et surtout avec quels nouveaux

« On attend toujours le bilan de la vidéosurveillance... »

ce « tableau noir » avec « les stationnements anarchiques, les conduites irresponsables... » L'an dernier à la même époque, le groupe d'opposition était déjà intervenu pour dénoncer les problèmes de délinquance qui empoisonnaient le quartier de La Boirie. Et si Jean Point et ses collègues remontent aujourd'hui au créneau, c'est qu'ils estiment que la situation s'est fortement aggravée et qu'elle s'est étendue à tous les secteurs de la ville. « La délinquance a déjà provoqué la fermeture de plusieurs magasins, notamment dans le quartier Richarme. Certes, elle ne semble être l'œuvre que d'une poignée d'individus, mais chez qui le sentiment d'impunité se développe... »